

sion générale (Revalorisation des bas salaires, plan d'expansion économique, dégrèvements fiscaux, association capital-travail) [12 février 1954] (p. 255, 256); *Son ordre du jour jugeant insuffisantes les mesures prises par le Gouvernement pour les salaires* (p. 261); *Modifie son ordre du jour (Application du salaire minimum garanti dans les départements d'outre-mer)* [16 février 1954] (p. 297); — des interpellations sur la retraite des mineurs : *Discussion générale (Nécessité de coordonner les différents régimes de sécurité sociale)* [11 mars 1954] (p. 806); — d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires : *Discussion générale (Brimade constituée par les zones de salaires, revalorisation des salaires)* [7 avril 1954] (p. 1851); — du projet de loi relatif au budget annexe des PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES pour l'exercice 1954 : *Motion préjudicielle de M. Patinaud (Déficit du régime maladie)* [29 juillet 1954] (p. 3721); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'extension du régime des assurances sociales aux départements d'outre-mer : *Discussion générale (Défaut de carence et salariés agricoles de la métropole)* [3 août 1954] (p. 3814); Art. 14 : *Financement du déficit par des subventions de la Caisse de sécurité sociale et de la Caisse centrale de secours mutuels agricoles* (p. 3820); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES P. T. T. pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 1060 : *Son amendement indicatif (Personnel des installations électro-mécaniques)* [10 novembre 1954] (p. 4885); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE pour l'exercice 1955 : *Crédits en faveur de la main-d'œuvre sans emploi dans les départements d'outre-mer, effort fait en faveur de la main-d'œuvre nord-africaine* [16 novembre 1954] (p. 5075); Etat A, Chap. 46-11 : *Demandes de disjonction de ce chapitre (Cas des travailleurs âgés de 65 ans et plus)* (p. 5100); Chap. 4612 : *Son amendement indicatif (Création de centres d'accueil pour les travailleurs algériens en province)* (p. 5104); *le retire* (p. 5105); de ce projet de loi en seconde délibération, en qualité de *Rapporteur pour avis*; Etat A, Chap. 46-11 : *Sa demande de disjonction (Fonds de chômage)* [17 mars 1955] (p. 1561); *Ses explications de vote (Primes de rendement)* (p. 1566); — d'une proposition de loi relative à la suppression des abattements de zones en matière de salaires,

d'allocations familiales et d'allocations aux vieux salariés : *Son rappel au règlement (Prolongation du débat au-delà de minuit)* [24 mars 1955] (p. 1930); — du projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en matière économique, sociale et fiscale : *Discussion générale (Simplification et allègement de l'impôt; secteurs commerciaux privilégiés sur le plan fiscal — fausses coopératives du secteur public — égalité fiscale)* [28 mars 1955] (p. 2017, 2018); — d'une proposition de loi relative aux emprunts des groupes mutualistes; Art. 1^{er} : *Son amendement (Suppression des prêts et avances des caisses de sécurité sociale)* [11 juillet 1955] (p. 3799, 3800); *le retire* (p. 3801); *Pharmacies mutualistes* (p. 3800, 3801); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets; Art. 7 : *Reconduction du budget de 1955, taxe sur les spectacles et budgets communaux* [27 juillet 1955] (p. 4379); — du projet de loi instituant un fonds national de vieillesse : *Discussion générale* [16 novembre 1955] (p. 5743).

DURROUX (M. Jean), Député de l'Ariège (S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5900). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 juillet 1951] (**F. n° 5**); de la Commission de l'intérieur [25 octobre 1952] (**F. n° 172**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à la commune de Daumazan (Ariège) et aux cultivateurs de cette commune où l'orage du 4 juillet 1951 a causé des dégâts importants, **n° 602**. — Le 18 décembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux journaux scolaires le bénéfice des avantages postaux dont profitent les journaux périodiques, **n° 2076**. — Le 10 juin 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du département de l'Ariège, vic-

times des orages de grêle et, notamment de la tornade du 6 juin 1952 qui ont dévasté totalement les cultures et causé aux habitations des dommages dont l'importance ne peut encore être évaluée, n° 3613. — Le 9 juillet 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les dégâts causés par les orages de grêle à la population du département de l'Ariège, n° 6481. — Le 10 décembre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre tout en œuvre pour préserver les intérêts de la main-d'œuvre employée par la Société anonyme des Etablissements Ricalens à Laroque-d'Olmes (Ariège), n° 7420. — Le 12 août 1954, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux détenteurs de la carte d'économiquement faibles la possibilité d'obtenir deux paquets de cigarettes ou un paquet de tabac par semaine au même titre et aux mêmes conditions que la troupe n° 9160.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1953; AGRICULTURE, Etat A, Chap. 31-61 : Répression des fraudes (Droits sur les vins) [21 octobre 1952] (p. 4289); INTÉRIEUR, Etat A, Chap. 31-11 : Amendement de M. Quinson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration préfectorale (Crise de l'avancement dans la carrière préfectorale) [13 décembre 1953] (p. 6327); Chap. 31-15 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres techniques interdépartementaux (Suppression de ces services) (p. 6331, 6332); Chap. 31-17 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les salaires du personnel des centres techniques interdépartementaux (Réforme de ces centres) (p. 6332); Chap. 31-31 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection civile (Responsabilité du plan de protection civile) (p. 6334); Chap. 31-41 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la sûreté nationale (Carrière des inspecteurs de la sûreté nationale) (p. 6338); Chap. 31-42 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de la sûreté nationale (Primes de

risques et d'habillement) (p. 6338, 6339); — d'une proposition de loi portant amnistie; Article additionnel : Son amendement tendant à n'appliquer la loi qu'après la fin des enquêtes sur les crimes de collaboration [10 mars 1953] (p. 1777); le retire (ibid). — Dépose une demande d'interpellation : sur la décision rattachant les brigades routières motocyclistes au C. R. S. [27 mars 1953] (p. 2468); — sur l'intégration de brigades routières motocyclistes aux C. R. S. (Circulaire n° 78 du 9 mars 1953) [2 juillet 1953] (p. 3210). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); INTÉRIEUR : Sa motion préjudicielle tendant à surseoir au débat pour demander l'abrogation des décrets-lois de l'été 1953 relatifs aux pouvoirs financiers des collectivités locales et la majoration des subventions à ces collectivités [6 décembre 1953] (p. 6133); Etat A : Ordre de la discussion (Discussion du titre III) [9 décembre 1953] (p. 6347); Article additionnel : Amendement de M. Minjoz tendant à faire déposer par le Gouvernement le 31 janvier 1954, les projets de lois organiques prévues par la Constitution [10 décembre 1953] (p. 6389); Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir une subvention de l'Etat au fonds national de péréquation des collectivités locales (p. 6413); Etat A, Chap. 41-31 : Amendement de M. Nenon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions obligatoires aux collectivités locales (Insuffisance des subventions, protestation de l'association des maires de France) [11 décembre 1953] (p. 6471, 6472); Etat B, Chap. 63-50 : Subventions pour la voirie départementale et communale (Chemins de désenclavement) (p. 6487); Ses explications de vote sur l'ensemble (Subventions insuffisantes aux collectivités locales) (p. 6496). — Est nommé Secrétaire de l'Assemblée Nationale [13 janvier 1954] (p. 58). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA JUSTICE pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 34-92 : Achat et entretien de matériel automobile [10 novembre 1954] (p. 4924); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-01 : Son amendement indicatif (Liberté et autonomie communales, constitution des comités départementaux) [22 novembre 1954] (p. 5262, 5263); Chap. 31-13 : Son amendement indicatif

(*Cas des huissiers des préfectures et auxiliaires de service*) [23 novembre 1954] (p. 5278); Chap. 31-31 : *Protection civile* (p. 5282); Chap. 34-32 : *Protection civile, demande de disjonction de M. Cayeux* (p. 5294); Chap. 41-31 : *Son amendement indicatif (Dépenses d'équipement des services d'incendie et de secours)* (p. 5302); le retire (*ibid.*); Etat B, Chap. 57-30 : *Son amendement indicatif (Insuffisance des crédits d'équipement de la protection civile)* (p. 5323); Chap. 63-50 : *Subventions d'équipement pour la voirie départementale et communale, sa demande de disjonction* (p. 5326); Chap. 65-50 : *Subventions d'équipement aux collectivités pour les réseaux urbains (Adductions d'eau et assainissement)* (p. 5327); Chap. 65-52 : *Subvention d'équipement aux collectivités pour l'habitat urbain* (p. 5328); Etat C, Chap. 86-51 : *Exécution du plan départemental d'amélioration du réseau routier* [24 novembre 1954] (p. 5362, 5363); — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat B, Chap. 57-30 : *Son amendement indicatif (Protection civile)* [16 mars 1955] (p. 1509); le retire (*ibid.*); Chap. 63-50 : *Voie départementale et communale* (p. 1510); Chap. 65-50 : *Subventions aux collectivités pour les réseaux urbains* (p. 1510); — du projet de loi relatif à l'état d'urgence : *Contreprojet de M. Bendjelloul tendant à proclamer l'état de siège dans l'Aurès* [31 mars 1955] (p. 2170); Art. 5 : *Amendement de M. Vals (Impossibilité pour l'Assemblée Nationale nouvellement élue de rétablir l'état d'urgence avant la validation des opérations électorales)* (p. 2191); Art. 9 : *Ses amendements (Détermination des lieux pouvant faire l'objet d'interdiction ou de fermeture)* (p. 2202); *Exception pendant les périodes électorales* (p. 2203). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles une usine recevant des commandes de la défense nationale et bénéficiant de prêts de modernisation et d'équipement procède à des licenciements périodiques [25 mai 1955] (p. 2993). — Prend part à la discussion : du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Sérafini (Prolongation de l'état d'urgence pour une durée de six mois)* [29 juillet 1955] (p. 4531); — du projet de loi relatif à la création du département de Bône : *Ses explications de vote (Création de 8 départements et transformation des*

communes mixtes en communes de plein exercice) [29 juillet 1955] (p. 4546).

DUSSEAUX (M. Roger) *Seine-Inférieure (R. P. F.)*.

Est nommé membre de la Commission des finances [17 juillet 1951] (**F. n° 5**).

Son élection est invalidée [26 juillet 1951] (p. 6078).

DUVEAU (M. Roger), *Député de Madagascar [Collège français, 2^e circonscription] (M. R. P.)*.

Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer,
(Cabinet MENDÈS-FRANCE).

du 19 juin 1954 au 23 février 1955.

Son élection est validée [3 août 1951] (p. 6216). = Est nommé : Vice-Président de la Commission des Territoires d'outre-mer [19 juillet 1951] (**F. n° 7**); de la Commission de la justice et de législation [9 février 1954] (**F. n° 343**); membre de la Commission de la justice et de législation [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [27 mai 1955] (**F. n° 536**); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [27 mai 1952] (**F. n° 138**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**); membre titulaire de la Commission des immunités parlementaires [28 mars 1953] (**F. n° 255**); membre suppléant de la Commission des finances [11 février 1954] (**F. n° 346**), [15 mars 1955] (**F. n° 508**); par la Commission des finances membre de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées [17 mars 1955] (**F. n° 510**); membre de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (Art. 58 de la Constitution) [28 août 1951] (**F. n° 28**).

Dépôts :

Le 8 août 1951, une proposition de loi tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), **n° 608**. — Le 10 août